



LOI

Qui ordonne que les Juges de Paix commenceront leurs fonctions, quoique les Tribunaux de District ne soient pas encore installés.

Donnée à Paris, le 10 Décembre 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi constitutionnelle de l'Etat, Roi des François: A tous présens & à venir; Salut. L'Assemblée Nationale a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit:

Décret de l'Assemblée Nationale, du 1er. Décembre 1790.

L'Assemblée Nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité de Constitution, décrète ce qui suit :

1°. Dans les lieux où les Juges de Paix sont élus, & les Tribunaux non installés, les Juges de Paix commenceront leurs sonctions, après avoir prêté le serment prescrit par l'article VI du titre VII du 12 Août dernier, à la charge de faire déposer aux gresses des Tribunaux

de District, le procès-verbal de leur nomination, lorsque les Tribunaux de District seront installés.

2º. Dans les lieux où les Tribunaux de District sont installés, & où les Juges de Paix ne sont pas nommés, les Tribunaux de District connoîtront des affaires de la compétence des Juges de Paix, tant que ceux-ci ne seront point en activité.

Nous avons sanctionné, & par ces présentes signées de notre main, sanctionnons le présent Décret. Mandons & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & Départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. En soi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. A Paris, le dixième jour du mois de Décembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le dix-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas, M. L. F. Duport. Et scellées du Sceau de l'Etat.

Vérifié & certifié conforme à l'exemplaire certifié par le Directoire du Département de la Côte d'Or, adressé au Directoire du District d par nous, Membres du Directoire dudit District.

le: 1791